



Faisons battre en retraite le gouvernement et le Medef !

Le gouvernement répète : « on vit plus longtemps, donc on doit travailler plus longtemps ». Mais c'est quand on travaille moins longtemps qu'on vit plus longtemps ! La durée de vie en bonne santé n'est pas la même quand on travaille dur que quand on est ministre ou PDG. Et bien souvent les patrons licencient déjà avant le seuil actuel de 62 ans, condamnant les seniors à des boulots précaires sous-payés, des allocations chômage ou des pensions de retraite insuffisantes pour vivre dignement. Leur projet est simple : nous faire bosser à mort ou finir dans la misère ! Face à cette offensive, il faut une riposte générale de l'ensemble des salariés et des jeunes à qui on n'offre que cet avenir.

Bosser plus longtemps pour le patronat : c'est non

C'est Macron qui nous condamne à deux ans ferme : deux ans de plus à la chaîne, dans les ateliers, dans les bureaux, les services hospitaliers et dans les transports tous les matins... Cette réforme est taillée sur mesure pour le grand patronat. Comme celle de l'assurance chômage qui a réduit la durée d'indemnisation.

D'un côté, sabrer les budgets sociaux de l'État sert à alimenter les subventions massives aux grandes entreprises. De l'autre, ces réformes vont précariser les salariés : jeter les jeunes et les vieux au chômage en leur coupant les vivres, c'est maintenir les salaires sous pression alors que l'inflation continue et que les grèves pour des augmentations se multiplient en ce moment. Car le report de l'âge de départ à 64 ans poussera une partie des salariés âgés à s'user la santé au travail pendant que des jeunes cherchent du boulot. D'autres seniors devront rester au chômage pendant des années avant de pouvoir prendre leur retraite, ou subir une décote qui amputera leur pension. Notamment les femmes, souvent lésées par des carrières partielles.

L'ensemble des salariés est contre cette réforme. Les ministres cherchent à la justifier en parlant de déficit des caisses de retraite. Mais si on cherche de l'argent pour financer les retraites, il suffit d'augmenter les salaires... ou d'aller prendre dans les 80 milliards d'euros de profits donnés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 l'année dernière !

Qui veut bosser 43 ans et jusqu'à 64 ans minimum, alors que l'espérance de vie moyenne en bonne santé est à 65 ans ? Personne !

Tous ensemble pour les faire reculer !

Macron et le Medef nous ont déclaré la guerre. Ils

veulent prendre leur revanche après avoir échoué à faire passer leur précédente réforme sur la retraite à points. À nous de les faire battre en retraite, comme à l'hiver 2019.

Salaires gelés, conditions de travail qui se dégradent, retraite à 64 ans : tous les salariés subissent l'offensive du patronat et du gouvernement à son service. Face à elle, il faut utiliser nos armes de travailleurs : les manifestations et les grèves, organisées à la base sur nos lieux de travail. Salariés syndiqués ou non syndiqués, de tous les secteurs, organisons-nous avec des assemblées générales de grévistes, des piquets de grève, en élisant des comités de grève et tissant des liens avec d'autres pour construire des coordinations de travailleuses et de travailleurs en lutte. Pour décider nous-mêmes de nos revendications et de notre mouvement. Pour que la grève appartienne aux grévistes !

Les directions syndicales appellent à la grève interprofessionnelle le jeudi 19 janvier. Mieux vaut tard que jamais... Il faudra être massivement en grève et en manifestation ce jour-là. Nous appelons également à la manifestation nationale du samedi 21 janvier pour le retrait du projet. Manifestation initiée par les organisations de jeunesse dont le NPA-jeunes et soutenue par plusieurs organisations politiques. Ce n'est qu'un début, car ce ne sont pas une journée de grève et une journée de manifestation qui feront reculer le patronat et son gouvernement. Ni seulement quelques journées éparées. Dès maintenant, il faut discuter des suites de la mobilisation, et notamment de la nécessité de construire une grève qui se généralise à tous les secteurs du public et du privé.

Le combat s'engage, et il va falloir compter sur nos propres forces pour gagner. Le gouvernement est déterminé ? Nous aussi !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web Convergences Révolutionnaires ou Nouveau parti anticapitaliste

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA



SCAN ME

Non à la réforme contre les retraites !

La manifestation de jeudi 19 est interprofessionnelle, car cette réforme touche tout le monde. Elle va nous impacter particulièrement : depuis la réorganisation, les salaires sont plus bas, donc moins de cotisation. Et qui se voit rouler dans ces conditions jusqu'à 64 ans ?

Il n'y a que notre lutte collective et organisée, dans tous les secteurs d'activité, qui pourra empêcher ce gouvernement de faire passer les profits des patrons avant nos vies.



Lettre de vœux : ils sont gourmands

Un certain Pierre Talgorn, directeur général France de la boîte, nous souhaite de bonnes « faites ». Il y a deux ans, c'était : « faites des efforts », et aujourd'hui, c'est... faites des efforts.

Il ajoute : depuis 2022, « nous pouvons mesurer le fruit de nos efforts ». Eux, ils comptent en millions ; nous... en TI.

Lettre de vœux : ils sont insultants

La prétendue « lutte contre l'absentéisme » fait partie de leurs « objectifs prioritaires ». Bizarrement, avant les nouvelles conditions de travail, il y avait moins d'arrêts-maladie.

Un défi pour les défaire

La lettre de vœux finit par exposer clairement leur stratégie : continuer les appels d'offres sur toutes les petites et grandes couronnes.

Nous avons été les premiers à résister contre cette réorganisation. Nous pouvons maintenant témoigner de ce qu'elle vaut. À nous tous de nous organiser avec les autres dépôts pour être plus forts.

On ne veut pas de miettes, on veut le gâteau

La mesquinerie : d'habitude, on avait une galette entière au début de l'année. Cette fois, on a été invités à venir chercher chacun une part.

Depuis la réorganisation de nos conditions de travail, c'est pourtant tous les jours que Transdev se fait une galette aussi qu'avant sur notre dos.

On s'en passerait bien...

La boîte nous propose une cellule de soutien psychologique. L'urgence, c'est de répondre à nos revendications sur les conditions de travail pour limiter les dégâts sur notre santé !

Grève pour les salaires : ce n'est que jus-TICE

Depuis le 3 janvier, plus de 200 salariés du réseau TICE (transports intercommunaux centre Essonne) sont en grève pour une augmentation de salaire au niveau de l'inflation, soit 12 %. C'est le minimum pour que le salaire paie les mêmes factures qu'avant. Comme le dit un gréviste : « 12 %, c'est en fait 0 % : on est très raisonnables. »

Leur grève continue : lundi 16, ils ont manifesté dans les rues d'Evry, et aujourd'hui mardi 17, ils se rassemblent sous les fenêtres de leur direction pour mettre la pression sur les négociations. Et comme ils le disaient dans une vidéo : toutes celles et ceux qui veulent passer les soutenir sont les bienvenus !

La lutte paie en Isère !

Avec leur grève du 3 au 9 janvier, les collègues de Keolis Porte des Alpes et Grindler ont arraché 100€ nets supplémentaires par mois. Une belle victoire et surtout une belle organisation collective, avec des AG quotidiennes et un comité de grève, qui a tenu jusqu'au bout les grévistes soudés.

« On ne nous transporte pas, on nous roule »

Le ticket en vente à bord est passé de 2€ à 2,5€, sans parler des abonnements. Le service se dégrade pour les usagers et pour nous, et les prix augmentent ?

Vol en bande organisée

Le prix de gros du gaz a atteint récemment son plus bas niveau depuis l'année dernière. Mais les factures continuent d'augmenter ! L'inflation, c'est aussi un moyen de nous faire les poches.

Réunion publique du NPA Melun

Vendredi 27 janvier à 19h45, le NPA Melun organise une réunion publique contre la réforme des retraites et sur la question des augmentations de salaire. Venez nombreux pour comprendre l'attaque contre les travailleurs, partager vos idées de riposte, et qu'on s'organise pour faire reculer Macron et le patronat !

858 000 000 000 \$

C'est le budget annoncé pour l'armement des USA en 2023. Le Japon veut doubler le sien, en France, ça sera 44 milliards €. Tout cet argent va partir dans la poche des industriels qui construisent des engins de destruction. Dans le même temps, les gouvernements nous demandent de nous serrer la ceinture, et tentent de passer l'uniforme aux plus jeunes. On ne doit pas les laisser conduire le monde à la guerre généralisée.